

MANIFESTE POUR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE...

«Il n'y a de morale que dans la liberté».
Élisée RECLUS.

Une véritable liberté de la presse n'a encore jamais existé, car elle suppose les conditions suivantes:

Conditions négatives:

- 1- Abolition de toute censure (civile, militaire, religieuse ou académique);
- 2- Suppression des lois en vigueur punissant (sous les noms de diffamation, insulte à la magistrature, lèse-majesté, incitation de militaires à la désobéissance, atteinte au crédit public ou à l'unité nationale, outrage aux mœurs, blasphème, sacrilège, propagation de fausses nouvelles, incitation à des faits qualifiés crimes, etc... etc...) l'expression de la pensée individuelle sur les faits, sur les hommes et sur les institutions;
- 3- Élimination des grandes puissances d'oppression et de corruption que sont:
 - a- les gouvernements bureaucratiques avec leurs fonds secrets, leurs agences, leurs officines de presse, leurs budgets de propagande, ainsi que toute emprise de l'État sur l'économie;
 - b- les trusts, consortiums et monopoles privés ou publics, et tout particulièrement ceux qui ont trait à l'imprimerie et à toutes fournitures d'imprimerie, à la publicité, au transport et distribution des imprimés, au commerce de gros et de détail des imprimés;
 - c- le règne de l'argent, c'est-à-dire le capitalisme et l'inégalité économique en général.

Conditions positives:

- 1- Création de sociétés coopératives de presse et d'édition, soit par les producteurs associés (travailleurs manuels et intellectuels du Livre), soit par les consommateurs associés (lecteurs), soit par les deux catégories ensemble;
- 2- Gestion coopérative des grands services d'utilité commune par le personnel et sous le contrôle des usagers;
- 3- Fédéralisme à tous les degrés de l'organisation.

Même dans un régime où les entraves législatives et économiques directes à la liberté de la presse seraient abolies, la lutte générale contre le principe d'autorité en matière d'opinion ne saurait être abandonnée, tant qu'existeront sur la Terre:

- a- de vastes associations d'intérêts (États, partis, Églises et sectes, et toutes les organisations économiques qui leur sont inféodées);
- b- le manque de loisirs et de ressources et tout manque de moyens matériels - interdisant aux individus l'accès à une éducation et à une activité désintéressée correspondant à leur vocation (scientifique, artistique, politique ou religieuse), en dehors de leur gagne-pain strictement professionnel;
- c- toute forme d'oppression ou d'exploitation plaçant l'homme, comme instrument dans la dépendance de l'homme.

L'ensemble de ces réformes est inséparable de profondes transformations de la société existante qui ne seront pas l'œuvre d'un jour. Mais elles constituent, jusqu'à leur réalisation intégrale, le programme spécial de tous ceux que leur activité engage à considérer le problème social sous l'angle de l'indépendance que peut conquérir l'esprit humain par rapport aux conditions matérielles qui font actuellement obstacle à son essor, et qui devraient être mises à son service.
